

Renseignement. Tokyo envisage la création d'une super-agence. Inquiétude à Washington.

Le Japon s'émancipe.

ROGER FALIGOT

Envoyé spécial

C'est une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : en janvier, le Japon s'est doté d'un service central de renseignement militaire, le Defence Intelligence Headquarters (DIH), ou Jōhōhonbu, dirigé par le lieutenant-général Kunimi Masahiro.

La création de cette agence, qui compte mille six cents fonctionnaires civils et militaires, a été motivée par la fin de la guerre froide et par les enseignements tirés de la guerre du Golfe. Selon le général Kunimi, les Japonais se sont en partie inspirés de la Direction du renseignement militaire créée par les Français.

« Avant de mettre en place notre propre service, nous avons envoyé des missions en Europe. Nos attachés de défense à Paris, Londres et Bonn ont étudiés les méthodes de travail de nos collègues européens afin d'élaborer la structure la mieux adaptée à nos besoins. Un peu partout dans le monde, les services spéciaux ont réduit leurs effectifs, mais nous, paradoxalement, avons besoin de renseignements stratégiques de haut niveau pour pallier l'éclatement de nos différents services. »

Le Japon entend jouer un rôle accru sur la scène internationale. Sa nouvelle direction d'évaluation du renseignement devra donc être capable, selon le général Kunimi, « d'épauler les opérations de maintien de la paix auxquelles l'ONU pourrait l'inviter à participer », pour éviter le renouvellement des erreurs commises, par exemple, en Somalie ou au Cambodge.

Certains y voient une volonté des Japonais de s'affranchir, au moins partiellement, de la tutelle américaine, ce que Tokyo dément, tout en admettant sa volonté de se rapprocher des Européens et des Africains. « Nous souhaitons, confie Kunimi, une meilleure collaboration avec les services européens, pour nous permettre, par exemple, de mieux évaluer la situation en Albanie, en Tchétchénie et, surtout, en Russie. »

En matière de renseignement, le Japon n'a pas renoncé à sa stratégie de toujours : encercler l'Empire russe par des alliances tactiques. D'ailleurs, la



Le lieutenant-général Kunimi, patron du nouveau service de renseignement militaire, avec notre collaborateur.

Russie constitue un terrain fertile pour ce que redoute tant le Japon : les mafias, dont certaines sont implantées à Tokyo ou à Osaka ; la prolifération des armes non conventionnelles ; le trafic de drogues ; l'expansion des sectes... Après tout, la secte Aum, auteur de l'attentat au gaz asphyxiant dans le métro de Tokyo en 1995, est beaucoup mieux implantée en Russie qu'au Japon...

Quand on a été, comme le général Kunimi, attaché militaire à Pékin et que l'on parle le mandarin, on s'inquiète forcément de l'évolution de l'empire du Milieu, en pleine ébullition depuis la

mort de Deng Xiaoping et à l'approche du retour de Hong Kong dans le giron chinois : « La Chine pourrait représenter un danger, au XXI^e siècle, pour la sécurité régionale. Son budget militaire est en augmentation constante. Pour l'heure, elle n'est toutefois pas capable d'une offensive militaire de grande ampleur. Le danger principal pourrait venir de Corée. Il est essentiel que nos renseignements soient très précis. »

Gros problème : le nouveau service devra, au moins en théorie, mener à bien ses missions « sans avoir recours à l'espionnage », c'est-à-dire en privilégiant les « sources ouvertes » : « Nous ne sommes pas une CIA à la japonaise. »

Quelles sont ces « sources ouvertes » ? Essentiellement, les rapports des attachés de défense, l'analyse des images satellite ainsi que les renseignements opérationnels des trois armes (terre-air-mer). Les interceptions de communications (Sigint) et les écoutes restent à la charge de l'ancienne « deuxième annexe de l'armée de terre » (Chōbetsu), désormais intégrée au nouveau dispositif. Une quinzaine de stations d'écoutes sont actuellement disséminées dans l'archipel. De même, le réseau Internet, qui connaît une progression rapide au Japon, constitue déjà – le général Kunimi en est conscient – un enjeu dans la guerre secrète des communications.

Reste une inconnue : cette nouvelle agence restera-t-elle sous contrôle de l'état-major des forces d'autodéfense, ou passera-t-elle sous le contrôle des services du Premier ministre ? Dans ce cas, elle serait amenée à fusionner avec le service d'enquête et de renseignement, le Naichō, qui dépend lui aussi du chef du gouvernement. La super-agence ainsi constituée ne s'occuperait plus seulement des questions de défense et de sécurité, mais coordonnerait aussi l'espionnage politique et économique. Les Américains ne suivent pas sans appréhension ce possible rapprochement.

« Ah, vous avez entendu parler de ça ? » Le général Kunimi sourit en sirotant son thé vert. Dehors, on entendrait presque les fleurs de cerisiers voler au vent. « Ce ne sont que des spéculations, dit-il. En tout cas, pour l'instant, il n'en n'est pas question. » ■